

En 2020, le bilan de Macron pèsera lourd

Après avoir épluché les résultats des municipales de 1983 à 2014, des chercheurs dressent un constat éloquent, dans un ouvrage : le contexte national prime sur le local.

Florent Buisson
florent.buisson@centrefrance.com

Qu'est-ce qui jouera le plus sur l'élection municipale de 2020, le bilan du maire ou celui du président de la République ?

À cette question complexe, des chercheurs pensent avoir trouvé une réponse. Après avoir analysé les résultats des municipales de 1983 à 2014, dans 236 villes de plus de 30.000 habitants, dont Orléans, quatre enseignants en sciences politiques et économiques signent ainsi « Villes de gauche, villes de droite », aux Presses de Science-Po (sorti le 17 mai). Un ouvrage et un constat étayé : oui, le national prime sur le local.

« Les municipales ont un statut particulier, contrairement aux régionales ou départementales, avance Martial Foucault, directeur du Cevipof et coauteur du livre. Hors 1989 et 1995, elles interviennent à mi-mandat du Président. Depuis 1983, il n'y a jamais eu de "vague" aux municipales, de droite ou de gauche, correspondant à la couleur politique du gouvernement en place. »

Sur cette base historique, les auteurs se projettent



POPULARITÉ. En dessous de 30 % de popularité, l'élection aura allure de référendum. LA REP

de manière précise. « En dessous de 30 % de popularité pour Emmanuel Macron, au premier trimestre 2020, les Français enverront un message lors des municipales et les considérations locales ne compteront pas, assure Martial Foucault. Bien que les électeurs ne veulent pas que le national s'imisce dans la politique locale, ils regarderont le bilan du "parti du maire" plus que celui du maire... Ce sera le cas où celui-ci soutient la politique gouvernementale, comme à

■ Orléans « bien gérée » depuis 1989

Les auteurs ont aussi fait un travail considérable pour évaluer la qualité de gestion des villes, depuis 1983. Ils sont partis des douze principaux critères (pression fiscale, niveau d'endettement, etc.) établis par la Direction générale des collectivités locales, pour créer un indicateur et « classer » les villes. Contrairement à ce qui est souvent avancé, les maires de droite ne sont pas plus économes que ceux de gauche. Dans des villes comparables, ils ont, en moyenne, dépensé environ 5 % en plus. Mais les maires de gauche ont plus tendance à laisser croître leur dette. Selon les auteurs, Orléans est une des six villes connaissant une amélioration de sa gestion sur tous les critères. Elle était classée 211^e sur 236 en 1983, l'une des moins bien gérées de France, et était 87^e sur 236 en 2015. Avec un « effort de bonne gestion » réalisé à chaque changement de maire : 1989 avec Jean-Pierre Sueur, 2001 avec Serge Grouard.

■ COAUTEUR

Martial Foucault est un des coauteurs de « Villes de gauche, villes de droite, trajectoires politiques des municipalités françaises de 1983 à 2014 ». Il est professeur des universités en science politique et directeur du centre de recherches politiques de Science-Po (Cevipof). Ancien professeur agrégé au département de science politique de l'université de Montréal (2006 à 2013), il a dirigé le centre d'excellence sur l'Union européenne entre 2011 et 2013. Il est spécialiste de comportement électoral et d'économie politique. ■



droite entraîne une baisse de 7,5 points de pourcentage de mairies gouvernées par la droite.

La gestion scrutée

Entre 30 et 40 % de popularité, l'action locale influera davantage. Et là, c'est surtout la gestion des deniers publics qui sera scrutée. « Les électeurs ont une certaine connaissance de cette gestion, car l'opposition s'en saisit. Selon nos recherches, plus la qualité de gestion est faible, moins les chances de réélection d'un maire sont élevées. » L'électeur s'appuie aussi beaucoup sur la politique en matière de logement pour faire son choix. Mais hors scandale retentissant, c'est surtout l'action municipale de l'année précédant l'élection qui sera jaugée...

Autre constat, le clivage droite/gauche est aujourd'hui beaucoup moins visible dans l'action municipale. « On tend vers une standardisation des politiques locales, avec une demande de piétonnisation, de places en crèche, moins de vandalisme. »

La politique qui reste encore clairement marquée, c'est celle du logement. Dans les villes où un maire de droite est élu à chaque scrutin, le taux de logements sociaux est de 18 %. Pour les villes dites de gauche, il est de 35 % ! Avec, auprès de chacun des électors, un retour attendu dans les urnes... ■

Orléans, potentiellement. »

Il faudra alors regarder comment la politique de Macron est perçue. Si elle est davantage considérée comme « de droite » (c'est le cas selon une étude du Cevipof réalisée sur 13.540 personnes, fin avril), et que sa popularité est faible, les maires LR constructifs ou divers droite pro-Macron, comme à Orléans, souffriront.

À titre d'exemple, les auteurs ont établi qu'une baisse de popularité de 10 points d'un Président de